

La traque des clandestins est aussi un juteux business

États-Unis Quelques entreprises profitent largement de la guerre déclarée par Donald Trump à l'immigration illégale. Celles qui gèrent les centres de détention ou celles qui, comme Palantir, facilitent arrestations et déportations.

Éclairage Philippe Paquet

Si les deux derniers mois ont été un véritable cauchemar pour les immigrés menacés de détention ou de déportation, ils ont représenté une période faste pour deux entreprises qui ont tout à gagner des politiques de l'Administration Trump. Ces deux gestionnaires d'établissements pénitentiaires privés, les plus importants des États-Unis, "portent des noms banals": Geo Group et CoreCivic.

Le constat aurait pu être dressé aujourd'hui. Il apparaît dans un article du *New York Times* du 10 mars 2017. Il rappelle, sinon que l'histoire est un perpétuel recommencement, du moins que l'obsession de Donald Trump pour la traque des clandestins ne date pas hier, pas plus que les profits qu'en retirent les sociétés chargées de sa mise en œuvre.

Trafiquants, criminels, violeurs

Dès les premiers mots du discours dans lequel il officialisa, le 16 juin 2015, sa candidature à l'élection présidentielle, l'homme d'affaires new-yorkais avait annoncé la couleur. S'écarter du texte préparé, dans lequel il se contentait d'affirmer que le Mexique n'envoie pas aux États-Unis "ses meilleurs ressortissants", Donald Trump assura qu'il s'agissait de "gens qui ont beaucoup de problèmes", des trafiquants de drogue, des criminels et des violeurs, quand bien même il pouvait y avoir aussi "quelques bonnes personnes".

Depuis, la rhétorique n'a pas varié. Les immigrés, "qui viennent de partout en Amérique latine", ne créent pas seulement un problème économique en concurrençant "de façon déloyale" les Américains sur le marché du travail, ils sont également, selon le président, une source essentielle de la criminalité, principalement dans les grandes villes, souvent gérées par les Démocrates.

Sauver l'Amérique

Cette façon de poser la question de l'immigration a conditionné la réponse que certains veulent lui apporter. Il ne s'agit plus tant d'envisager les dimensions économiques et sociales que d'aborder l'enjeu sous l'angle de l'ordre public, voire de la sécurité nationale. Il faut, ni plus ni moins, protéger le pays, sa société et sa civilisation. Si l'on venait à en douter, le document publié, le 5 décembre dernier, par la Maison-Blanche, pour redéfinir sa stratégie de sécurité nationale, le confirme indirectement en prétendant qu'une immigration incontrôlée menace l'existence même de l'Europe, qui "sera méconnaissable dans vingt ans ou moins".

Cette approche explique de singuliers revirements, tels celui d'Alex Karp. Car, aux deux entreprises épinglées par le *New York Times* en 2017, s'en ajoute désormais une troisième, au nom moins banal: Palantir – il fait référence aux "pierres de vision" qui, dans *Le Seigneur des Anneaux*, permet à leurs utilisateurs de communiquer par la pensée ou de voir à travers le temps et l'espace.

Fondée en 2003 avec l'aide de la CIA, dans le but de renforcer la sécurité des États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, Palantir a développé une expertise remarquable. En exploitant des montagnes de données

aussi diverses que des notes de restaurant, des listes de courses, des grilles horaires ou des images satellites, ses logiciels peuvent faciliter toutes sortes de recherches – y compris celles des immigrants illégaux, en croisant des informations qui vont des prestations sociales aux tatouages...

Une singulière association

Palantir est le fruit d'une association improbable entre deux personnalités qu'a priori tout opposait, nées l'une et l'autre en octobre 1967. D'un côté, Peter Thiel, milliardaire d'origine allemande, cofondateur de PayPal et pilier de Facebook, mais surtout idéologue de droite qui a financé la campagne de Donald Trump en 2016 et celle de son actuel vice-président, J.D. Vance, à ses débuts dans l'Ohio en 2021.

De l'autre, Alex Karp, fils d'un pédiatre juif et d'une artiste afro-américaine, qui est né à New York et a grandi à Philadelphie, est diplômé en droit de Stanford (où il rencontra Thiel) et titulaire d'un doctorat obtenu à Francfort (la ville natale de Thiel), où il étudia sous la direction de Jürgen Habermas. Karp parle couramment l'allemand et le français.

Une répulsion pour Trump

Durant l'été de 2015, cet intellectuel progressiste, qui milita avec ses parents pour le mouvement des droits civiques et était acquis aux valeurs du Parti démocrate,

déclina une rencontre avec Donald Trump, qui venait de se lancer dans la course présidentielle. "Il serait difficile d'imaginer quelqu'un de moins sympathique à mes yeux", confia Karp.

Dénonçant, en particulier, le point de vue du candidat sur l'immigration, Alex Karp jugeait "absurde" d'expulser des gens qui travaillent dur, et trouvait choquant d'imputer aux immigrés tous les maux de l'Amérique. Cette attitude, pensait-il, ne pouvait qu'engendrer "le pire qu'une société puisse produire". Aussi était-il exclu que Palantir, hostile notamment à toute activité di-

rigée contre des minorités, coopère avec ICE, l'agence fédérale en charge de l'immigration et des douanes.

Le danger mortel de l'immigration

Et voici qu'Alex Karp vire de bord. D'aucuns le disent déçu par un Parti démocrate radicalisé et gangrené par la culture *woke*. D'autres évoquent l'impact des pogroms du 7 octobre 2023 en Israël, auxquels le Parti républicain a réagi avec plus de fermeté.

Karp assure qu'il n'a pas changé, que ses convictions restent les mêmes. Invoquant son expérience de quelque dix années en Europe, où "l'immigration incontrôlée a provoqué un désastre, faisant baisser les salaires de la classe ouvrière et causant une désorganisation sociale massive", il estime qu'un tel phénomène va à l'encontre de son idéal de justice sociale. Qui plus est, les Américains ont, selon lui, voté pour que cela change et l'on se doit de les entendre.

Aussi est-ce sans état d'âme, mais avec le sentiment de servir le pays, que Palantir, dont Karp est le PDG depuis 2005, joue un rôle clé dans la guerre que Donald Trump a déclarée aux clandestins. La coopération de Palantir



PATRICK T. FALLON / AFP

Les entreprises américaines qui contribuent à la localisation, à la détention et à l'expulsion des immigrants illégaux ne se sont jamais aussi bien portées.

avec la Défense, la CIA, la Sécurité intérieure (DHS) et d'autres ministères américains est aussi ancienne que l'entreprise elle-même, mais elle a pris une nouvelle dimension.

Immigration OS

En avril, ICE lui a octroyé un contrat de 30 millions de dollars (renouvelé en septembre pour un montant identique) afin de développer un programme baptisé *Immigration Lifecycle Operating System*. Il est destiné à faciliter "la sélection et l'arrestation des étrangers en situation illégale".

La somme compte peu eu égard aux 2,87 milliards de dollars que Palantir a engrangés en 2024, grâce surtout aux commandes du Pentagone, mais les conditions dans lesquelles le contrat a été obtenu en disent long sur son degré d'implication: pas d'appel d'offres, parce que ICE devait répondre, selon l'agence, à "un besoin urgent et impérieux [que] seul Palantir avait les capacités de satisfaire sans entraîner des retards inacceptables".

Euphorie boursière

Il est certain que l'entreprise dispose des compétences recherchées et a joui de la confiance des gouvernements successifs, républicains ou démocrates. Il n'est pas pour autant sans intérêt de relever la présence, parmi ses actionnaires, de personnalités comme Stephen Miller, un fidèle de la première heure de Donald Trump, qui est

aujourd'hui le secrétaire général adjoint de la Maison-Blanche.

Quoi qu'il en soit, Palantir a vu ses revenus bondir en 2025, dépassant les prévisions déjà très optimistes des analystes de Wall Street. Ils ont franchi pour la première fois, en juin, le cap du milliard de dollars sur un trimestre; l'année devrait s'achever sur un total de 4 milliards. Et le cours de ses actions a progressé de 120% cette année.

Geo Group, qui pèse 4 milliards de dollars, n'avait aucune honte à payer un dollar par jour les détenus d'une prison de Tacoma pour effectuer des tâches ménagères qui auraient nécessité l'engagement de 85 salariés à temps plein.

L'euphorie est pareillement de mise chez Geo Group et CoreCivic, où l'on contemple avec ravissement la perspective de construire et gérer toujours plus de centres de détention pour les migrants en attente d'être déportés. ICE souhaite doubler sa capacité actuelle, pour disposer au plus vite de 100 000 lits, et a reçu 45 milliards de dollars à cette fin dans le cadre de la *Big Beautiful Bill* signée par Donald Trump en juillet. À quoi s'ajoutent 30 milliards pour financer arrestations et déportations.

Prendre Amazon pour modèle

La synergie entre les trois sociétés fonctionne à merveille. Alors que Palantir accélère l'interpellation des clandestins, Geo Group et CoreCivic assurent leur détention (ils fournissent déjà deux tiers des lits à la disposition de ICE). Que le règlement de la question migratoire prenne la forme d'un *business model* qui fait gagner de l'argent à ses principaux acteurs ne doit pas nécessairement surprendre.

En avril dernier, lors d'une conférence sur la sécurité des frontières à Phoenix, dans l'Arizona, le directeur par intérim de ICE, Todd Lyons, estimait que son agence devait davantage fonctionner comme une entreprise. Et il prenait pour exemple Amazon: sur son modèle, ICE devait "pouvoir livrer ses produits en vingt-quatre heures"...

Malaise et scandales

Le migrant à expulser traité comme un colis à livrer rapidement... La conception n'a pas manqué de scandaliser. Des employés et des cadres de Palantir ont quitté l'entreprise, accusée de contribuer à mettre en place une société autoritaire fondée sur la surveillance.

Geo Group, pour sa part, n'en est pas à sa première controverse. La société, qui pèse 4 milliards de dollars, n'avait aucune honte, dans les années 2010-2020, à payer un dollar par jour les détenus d'une prison de Tacoma, dans l'État de Washington (où le salaire horaire minimum était de 11 dollars), pour effectuer des tâches ménagères qui auraient autrement nécessité l'engagement de 85 salariés à temps plein. L'entreprise affectait également moins d'un dollar à chacun des repas servis aux prisonniers. On comprend que ces derniers appréciaient assez peu la nourriture.

L'indignation n'émeut pas outre mesure les dirigeants des entreprises incriminées, et certainement pas Alex Karp. "Palantir est attaqué simplement parce que nous contribuons à améliorer ce pays, parce que nous défendons ses valeurs", se justifiait-il récemment. "Le fait que nous puissions gagner, tout en exprimant nos opinions, a un impact sur le monde, ne serait-ce que parce que ceux qui pensent que nous avons tort sont mal intentionnés. Ils doivent être forcément jaloux, et ils en souffrent."